


DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Déclaration de projet

*"Aménagement du stand de tir du 27^e
BCA au lieu-dit Sacconges"*

Emportant mise en compatibilité du
PLU de SEYNOD

NOTE DE PRESENTATION

<p>Certifié conforme,</p>  <p>Le Préfet de Haute-Savoie</p>	<p>Pièce n°1</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------

Territoires
—demain

SOMMAIRE

I. PREAMBULE : LE CONTEXTE GENERAL	3
1- Localisation et positionnement de la commune déléguée de Seynod	3
2- Le contexte territorial	3
3- Le PLU de Seynod.....	3
II. L'intérêt général du projet	5
1- Le projet et son intérêt dans le contexte local	5
2- Le contexte législatif et réglementaire	10
3- Conclusions sur l'intérêt général du projet	18
4- La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU	18
III. Rapport explicatif de la mise en compatibilité du PLU	19
1- La mise en compatibilité des pièces du PLU de Seynod	19
IV. Les informations environnementales	22

I. PREAMBULE : LE CONTEXTE GENERAL

1- Localisation et positionnement de la commune déléguée de Seynod

Située dans le département de la Haute-Savoie, la commune d'Annecy, Préfecture du département, et composée de plusieurs anciennes communes ayant récemment fusionné (voir plus loin), dont la commune de Seynod.

Cette commune déléguée est située dans la partie Sud-Ouest du territoire de la ville nouvelle. Elle s'étend sur une surface d'environ 1920 ha, et regroupait plus de 21 500 habitants en 2017. Ce secteur du territoire de la ville d'Annecy concentre toutes les fonctions urbaines : habitat, emplois, activités économiques, équipements publics, etc.

2- Le contexte territorial

Suite à la mise en œuvre de la réforme territoriale, et en application de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2016, le périmètre de la communauté d'agglomération d'Annecy s'est agrandi au 1^{er} janvier 2017. La nouvelle intercommunalité annécienne appelée GRAND ANNECY Agglomération est née de la fusion de 5 intercommunalités : la Communauté d'Agglomération d'Annecy (C2A), la Communauté de Communes de la Rive Gauche du Lac d'Annecy, la Communauté de Communes du Pays de Filières, la Communauté de Communes du Pays d'Alby et la Communauté de Communes de la Tournette.

Comme prévu dans la législation, en cas de fusion de communautés dont l'une au moins est compétente en matière de « PLU, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » au moment de la fusion, cette compétence a été transférée de plein droit au Grand Annecy depuis le 1^{er} janvier 2017. A cette date c'est donc le Grand Annecy qui est compétent en matière de documents d'urbanisme et notamment de Plan Local d'Urbanisme (PLU). A ce titre, le Grand Annecy a prescrit l'élaboration d'un PLU intercommunal par délibération en date du 28/06/2018.

Concomitamment, l'arrêté préfectoral du 14 juillet 2016 a entériné la création d'une commune nouvelle d'Annecy, en lieu et place des communes historiques d'Annecy, Annecy-le-Vieux, Cran-Gevrier, Meythet, Pringy et Seynod.

La commune déléguée de Seynod fait donc aujourd'hui partie de la commune nouvelle d'Annecy.

3- Le PLU de Seynod

Le territoire de la commune déléguée de Seynod est couvert par un Plan Local d'Urbanisme qui a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2016.

Il a fait l'objet d'une modification approuvée par le Conseil Communautaire du Grand Annecy le 28 juin 2018.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU communal vise à **« conforter Seynod comme un pôle structurant de l'agglomération et du bassin de vie au bénéfice de la qualité de vie de ses habitants »**.

Cette orientation générale se décline dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables en deux grandes orientations, chacune d'elle se déclinant ensuite en "objectifs induits", puis en "moyens mis en œuvre" :

A. Renforcer Seynod comme pôle structurant de l'agglomération et du bassin de vie, et comme porte d'entrée Sud de l'agglomération :

- Objectif induit n°1 : Organiser une armature urbaine respectueuse des grands équilibres du territoire.
- Objectif induit n°2 : Organiser une réponse maîtrisée aux besoins de développement et de croissance de la population en cohérence avec les objectifs du SCOT.
- Objectif induit n°3. Consolider le maillage de services et d'équipements au bénéfice de la population.
- Objectif induit n°4 : Poursuivre une politique de logement au bénéfice de l'équilibre social et générationnel de la population.
- Conforter l'attractivité et le dynamisme économique du territoire.

B. Conforter un cadre de vie de qualité au bénéfice de l'identité de la commune

- Objectif induit n°1 : Préserver et valoriser la richesse écologique, patrimoniale et paysagère du territoire, support de l'identité de la commune.
- Objectif induit n°2 : Renforcer « l'urbanité » de la ville, valoriser le patrimoine bâti et le paysage urbain
- Objectif induit n°3 : Contribuer à relever les enjeux de la mobilité de demain.
- Objectif induit n°4 : Favoriser la prise en compte des risques naturels et technologiques dans le futur développement de la commune.
- Objectif induit n°5 : Développer une politique globale de préservation des ressources et d'économie d'énergie.

II. L'intérêt général du projet

1- Le projet et son intérêt dans le contexte local

Le 27e BCA

Le 27e bataillon de chasseurs alpins (27e BCA), implanté à Annecy, appartient à la 27e brigade d'infanterie de montagne (27e BIM). Unité d'infanterie de montagne, le 27e BCA participe à toutes les opérations extérieures en cours.

Il est composé de 1100 femmes et hommes et est articulé en 7 unités élémentaires : 1 compagnie de commandement et de logistique, 4 compagnies de combat, 1 compagnie d'éclairage et d'appui (dont la section de commando montagne) et 1 compagnie de réserve.

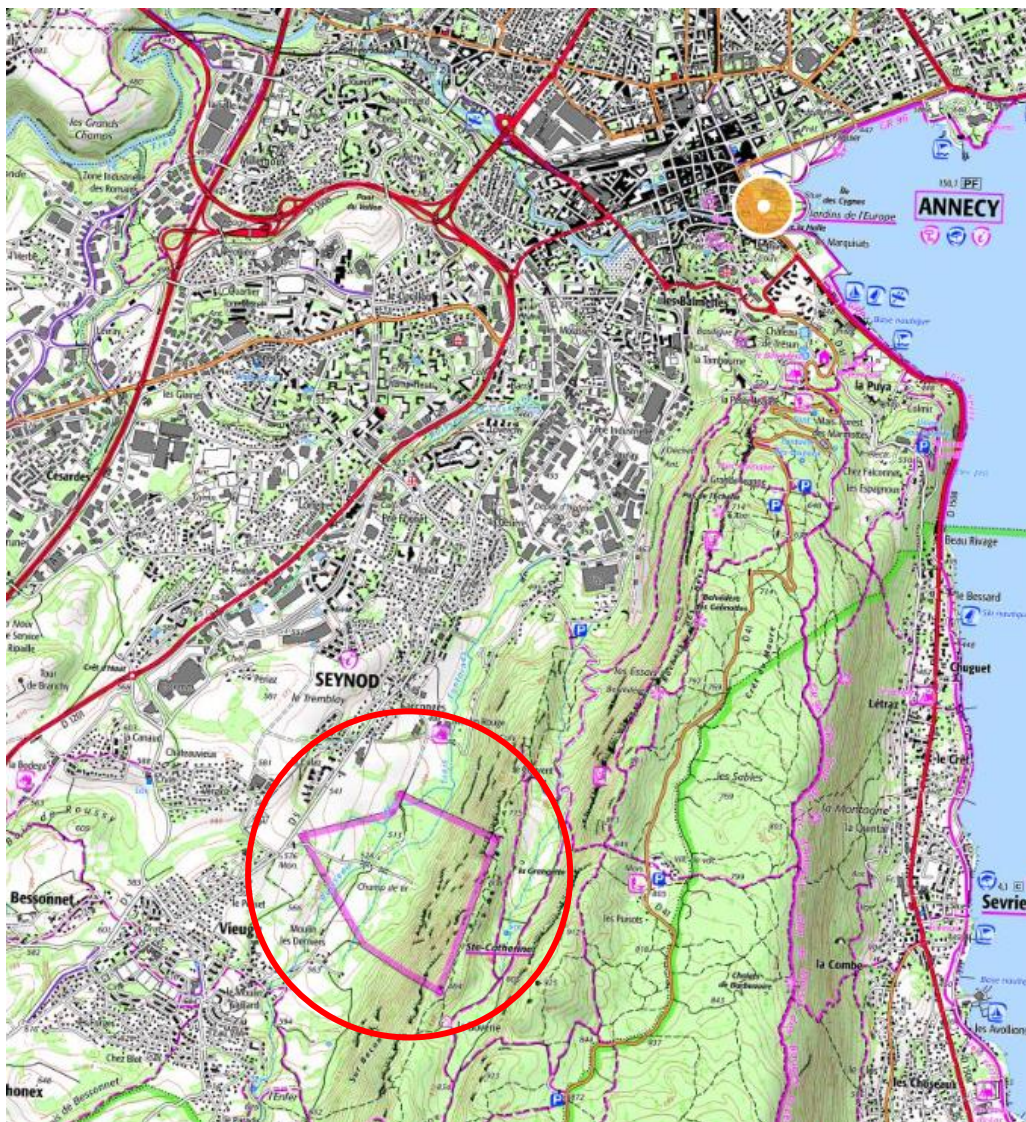
Les infrastructures du 27e BCA sont composées de sa caserne située au 8 avenue du Capitaine Anjot à Annecy (commune déléguée de Cran Gevrier) et de son champ de tir situé sur le secteur de Sacconges au pied du Semnoz (commune déléguée de Seynod).

Ce dernier est enregistré au domaine public de l'État comme « CHAMP DE TIR DE SACCONGES » sous le code chorus 157264 avec le ministère des armées identifié comme utilisateur. Ce site unique sert pour la préparation opérationnelle des troupes de montagne et l'entraînement au tir depuis 1898.

Les besoins

Le 27ème BCA doit entraîner ses 24 sections de combat d'active, ses 4 sections de réserve, ses 3 sections d'appui spécialisées, son personnel hors section, les troupes SENTINELLE déployées sur le territoire national, les deux sections d'élèves sous-officiers de l'école militaire de haute montagne et dans la mesure du possible offrir des possibilités aux Forces de Sécurité Intérieure du secteur.

Son seul champ de tir est celui de Sacconges, sur la commune déléguée de Seynod, qui n'offre pas de simultanéité des tirs.



Localisation géographique du champ de tir et de sa servitude

Il est à noter qu'à titre exceptionnel, pour tenir compte de l'urbanisation grandissante des environs du champ de tir et pour limiter l'exposition au bruit des habitants au voisinage, en particulier sur les secteurs de Sacconges et de Vieugy sur Seynod, une réglementation spécifique a été mise en place depuis 2007 de manière volontariste par le 27^{ème} BCA et en étroite collaboration avec la ville d'Annecy et rendue publique (*voir site internet de la ville*), pour n'autoriser les tirs que sur certaines plages horaires et certains jours de la semaine. Par ailleurs, ces restrictions d'usages permettent aussi un partage encadré des espaces avec les promeneurs en transit.

Le régime autorise ainsi des tirs quatre journées par semaine, deux nuits par semaine et un samedi par mois.

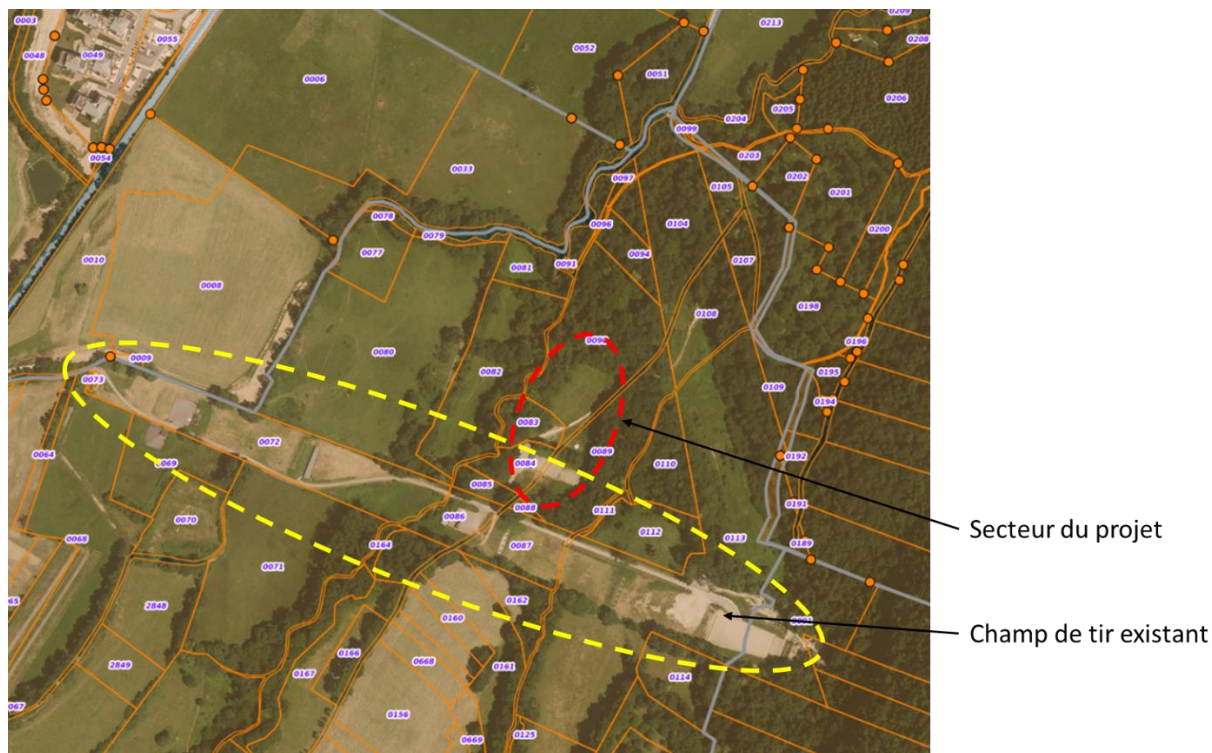
Dans ces conditions, le 27^{ème} BCA devrait disposer d'un minimum de 3 à 4 infrastructures de tir en simultané pour répondre à ses besoins opérationnels. A ce titre, dans le cadre des évolutions des infrastructures d'entraînement au tir, le 27^e BCA envisage de nouveaux aménagements sur le site, et notamment la réalisation d'un « Stand de Tir Ouvert Evolutif » (STOE).

Le projet vise à permettre aux Armées d'assurer l'entraînement et la préparation de ses troupes pour répondre à ses missions d'intérêt public de protection et d'intervention de la République Française. En plus des différentes sections et personnels hors section du 27^{ème} BCA, ce champ de tir permet aussi de l'accueil et l'entraînement des troupes SENTINELLE

déployées sur le territoire national et local ainsi que dans la mesure du possible des Forces de Sécurité Intérieure des alentours.

Le secteur d'étude : le champ de tir de Sacconges

Le champ de tir, installé route de Sacconges (Seynod), existe depuis le début du 20^e siècle. Essentiellement utilisé par le 27^e BCA mais aussi ponctuellement par la gendarmerie nationale, il sert à la formation et l'entraînement des 1250 chasseurs du bataillon. Il est absolument indispensable pour garantir l'exécution des missions confiées aux soldats de montagne.



Vue aérienne du champ de tir existant, et du secteur de projet.

Le projet envisagé :

Sur le site de Sacconges, déjà concerné par un champ de tir, il s'agit d'implanter un stand de tir évolutif (STOé). Il viendrait en remplacement d'une construction existante sur le site, et en extension au Nord.

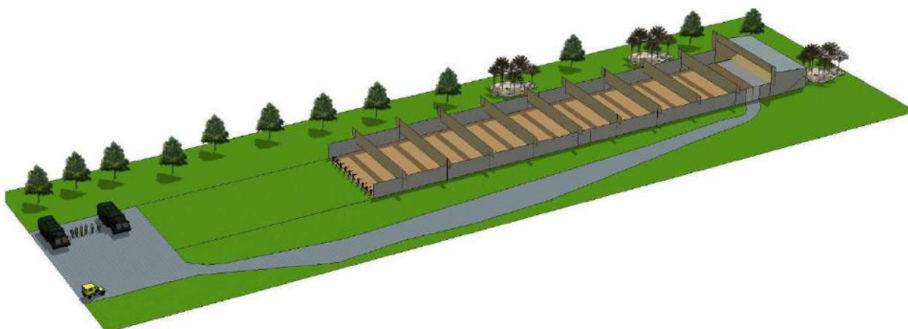


Construction existante sur le site.

Cet équipement permet de reproduire des conditions réelles de tir par un stand à la fois ouvert et dynamique, tout en préservant la sécurité du personnel et de son environnement. Les tireurs en séance d'instruction devront désormais intégrer des perturbations extérieures comme les conditions météo et pourront tirer en déplacement comme ils le feraient en opération.

Ce stand de tir peut accueillir 10 tireurs pour effectuer tous les tirs IST-C jusqu'au calibre 7.62mm. Il peut être décliné en 3 versions de 50, 100 et 150 mètres avec un gabarit de sécurité associé réduit. Pour le cas de Sacconges, il s'agira de la version de tir à 100 m.

Une optimisation des réceptacles permet d'atténuer les ricochets et d'optimiser les capacités de tirs. Il comprend une aire de tir en déplacement sur toute sa longueur et jusqu'à 5 mètres des cibles, répondant aux besoins de la formation IST-C. Des tirs de nuit avec des éclairages adaptés et sur cible mobile sont possibles. Il répond ainsi à l'ensemble des besoins et des règles de sécurité et balistiques permettant la poursuite de la préparation opérationnelle des unités de l'armée de Terre.





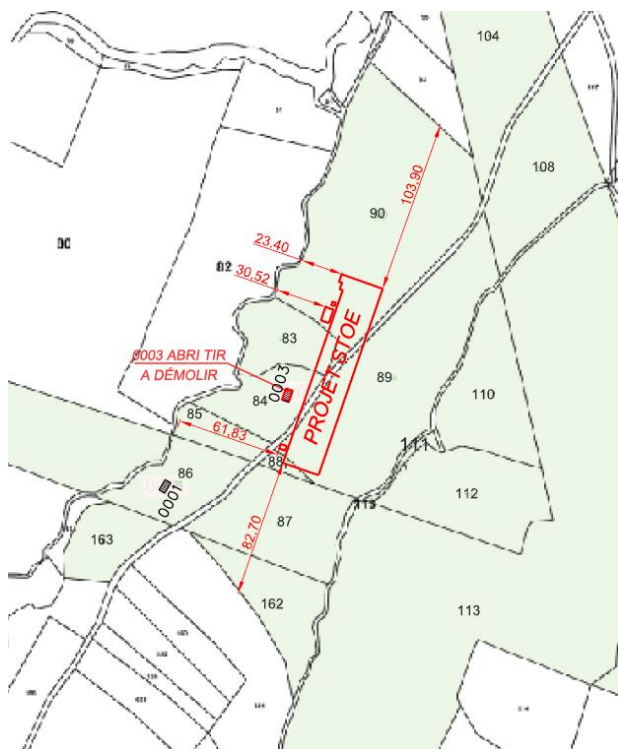
Vues d'un projet type de STOE

La conception du projet consiste plus précisément à :

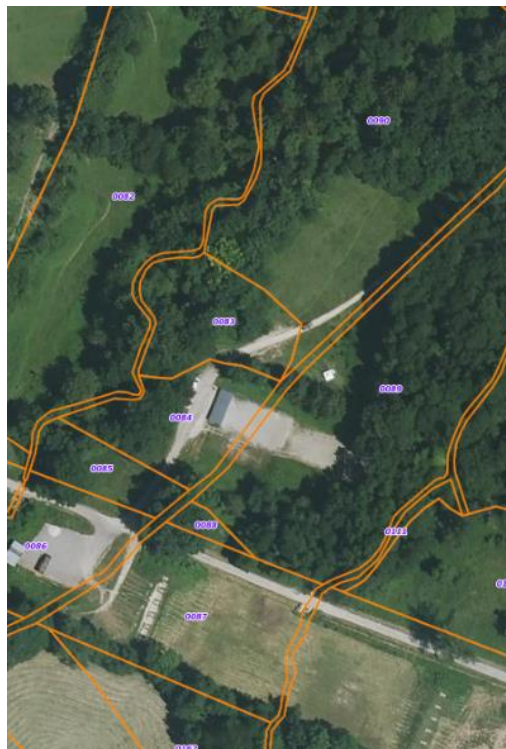
- Démolir l'abri existant, lié initialement à un petit champ de tir peu utilisé car ne répondant peu au besoin et avec des gabarits de sécurité très contraignants.
- Procéder à la réfection et au réaménagement de la piste d'accès existante, qui sera réutilisée, et traitée en matériaux perméables.
- Créer une zone de stationnement et retournement de véhicules, traitée en matériaux perméables.
- Aménager le site pour aplanir la zone de foulée, qui sera traitée en matériaux perméables et drainée.
- Mettre en œuvre des parois latérales en béton brut de parement, ainsi que des portiques pare-balles en béton préfabriqué, avec habillage bois.
- Mettre en œuvre une butte de tir en sable, abritée d'une toiture avec bardage bois en face intérieure.

Le stand sera éclairé pour les besoins d'entraînement nocturne.

L'implantation envisagée est la suivante, en lieu et place de la construction existante, et au sein de l'espace enherbé existant.



Localisation envisagée



L'emprise au sol des constructions, installations et aménagements est détaillée comme suit :

- STOé : 118,25 m de long x 22,60 m de large, soit emprise au sol de 2.672,45 m² ;
 - 2 locaux techniques respectivement de 3 et 8,20 m² d'emprise au sol : 11,20 m² ;
 - Des sanitaires pour les utilisateurs : 3,70 m² ;
- ➔ soit une emprise totale au sol nouvelle de : 2.687,35 m², à laquelle sera à déduire celle de la construction existante, qui sera démolie.



Projet envisagé au sein de son environnement

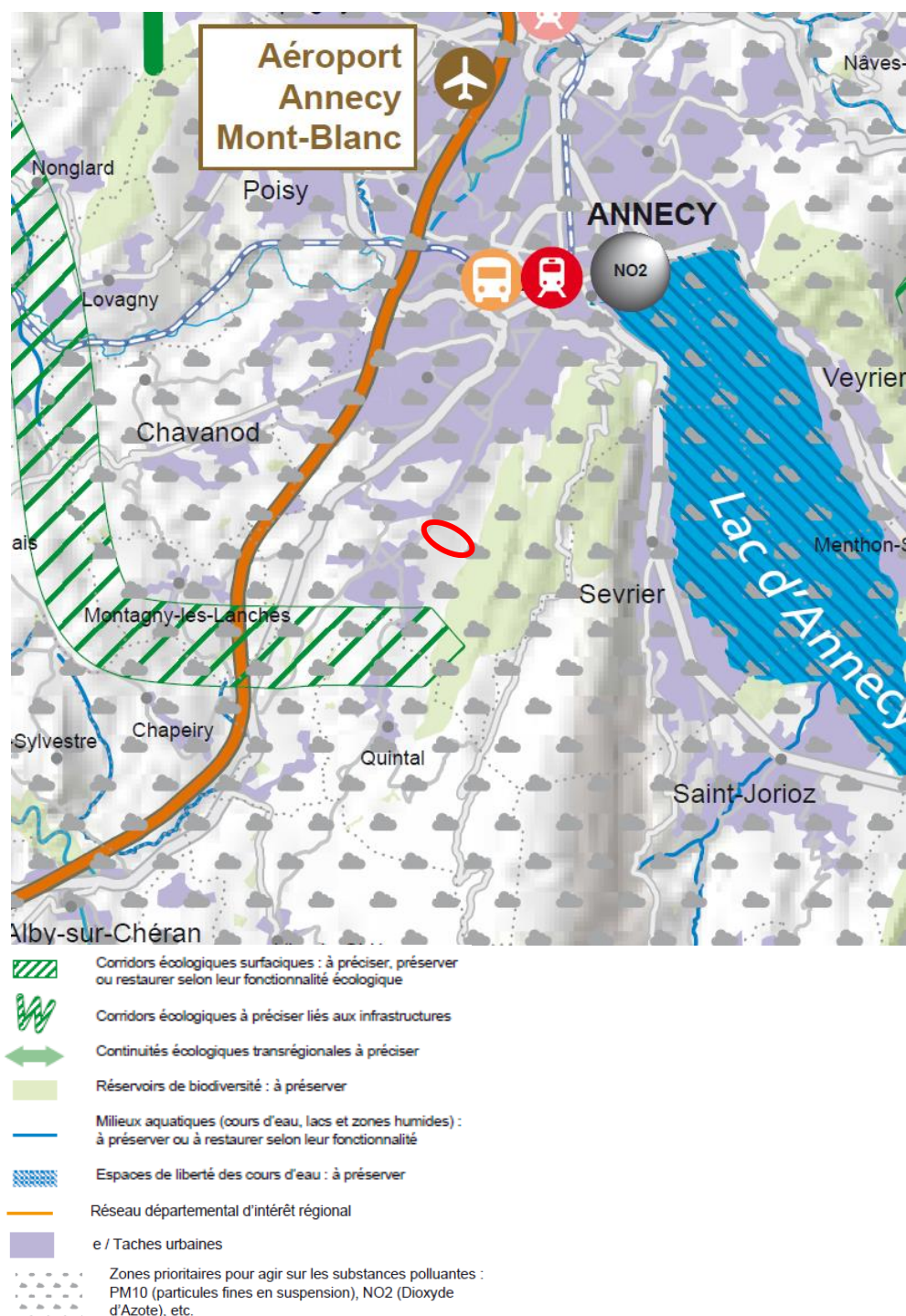
2- Le contexte législatif et réglementaire

► le SRADET

En Auvergne-Rhône-Alpes, au regard de l'évidence d'une fragmentation écologique croissante, la prise de conscience de l'enjeu de connaître et d'agir s'est faite et formalisée dès les années 90. Les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique en résultait et donnait une première approche globale de l'état écologique à l'échelle régionale et plus locale. Le SRCE de Rhône-Alpes a été approuvé en juillet 2014.

Les travaux réalisés dans le cadre du SRCE Rhône-Alpes, ainsi que le SRCE Auvergne (approuvé en juillet 2015), ont été capitalisés et homogénéisés dans le cadre du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADET), approuvé le 10 avril 2020.

L'objectif régional relatif à la préservation de la trame verte et bleue est le suivant : « 1.6 - Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières ».



SRADDET concernant la commune de Seynod, avec localisation du secteur de projet.

Concernant le site du projet, il est concerné, comme l'ensemble du territoire du Grand Annecy, par la classification en zone prioritaire pour agir sur les substances polluantes en matière de qualité de l'air.

► le SCOT

Le territoire de la commune d'Annecy, et de fait de la commune déléguée de Seynod, fait partie du Bassin Annécien, territoire porteur du SCOT, approuvé le 26 février 2014.

La révision de ce document de planification intercommunale a été engagée en décembre 2020, avec les principaux objectifs suivants :

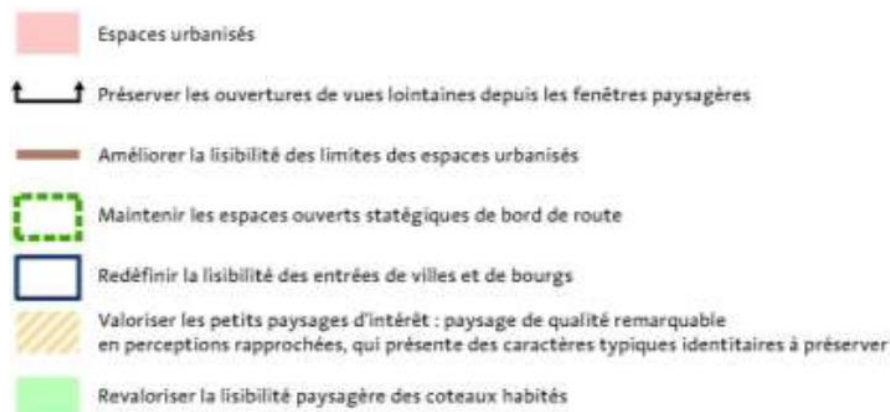
- Mettre en œuvre concrètement une transition écologique, énergétique et climatique du territoire, en s'inscrivant dans l'objectif national de sobriété énergétique et de neutralité carbone à l'horizon 2050.
- Préserver les paysages, la biodiversité, les zones humides et les espaces naturels, agricoles et forestiers qui fondent la qualité du cadre de vie du territoire et son identité.
- Préserver l'écrin de montagnes et le lac, les espaces naturels et les paysages emblématiques.
- Mettre en œuvre un développement urbain et économique du territoire multipolaire.
- Mettre en œuvre un projet ambitieux et novateur de mobilités diminuant la place du véhicule individuel dans les modes de déplacement et dans l'espace urbain.
- Conforter la dynamique économique et sociale du territoire et accueillir la population nécessaire.
- Promouvoir un tourisme écoresponsable valorisant tout en préservant le patrimoine naturel, culturel et bâti.
- Conforter l'identité et le positionnement du bassin annécien dans le grand territoire.

Concernant le site du projet, il n'est pas concerné par un espace à enjeux en application du document d'orientations et d'objectifs :

- En matière de paysage ;



Extrait du DOO du SCOT.

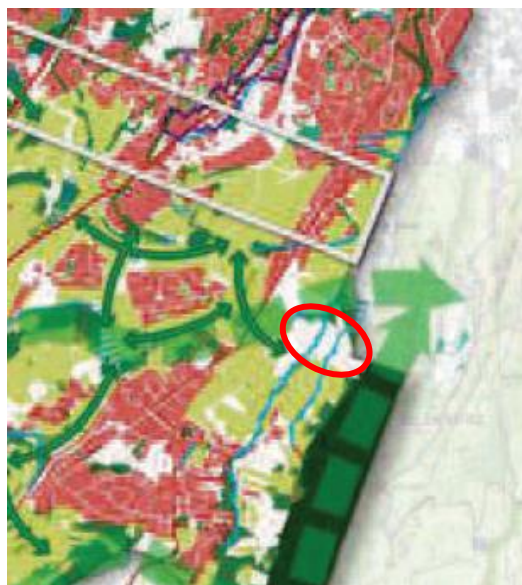


- En matière de dynamique écologique. En effet, un corridor écologique a été identifié à proximité du site, et est retranscrit plus finement dans le PLU en vigueur.



- Espaces urbanisés
- Principaux obstacles au déplacement de la faune
- Principales continuités écologiques à préserver (PADD)
- Corridors écologiques
- CLASSE 1A
Espaces naturels d'intérêt écologique majeur, réservoirs de biodiversité terrestre, aquatique et zones humides
- CLASSE 1B
Espaces naturels d'intérêt écologique, en extension des réservoirs de biodiversité
- CLASSE 2
Espaces de "nature ordinaire", relais des réservoirs de biodiversité
- Espaces naturels, agricoles et aménagés ne présentant pas d'intérêt écologique avéré

Extrait du DOO du SCOT.

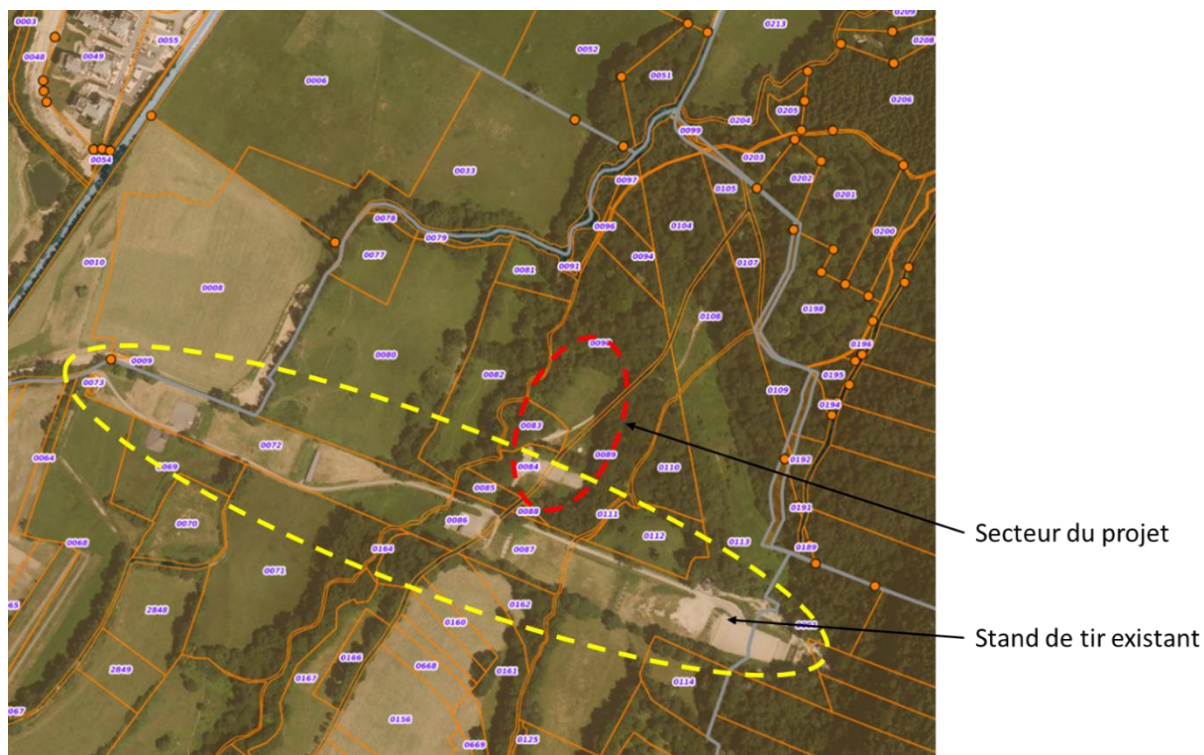


Des entités structurantes de la trame verte et bleue

- Réservoir de biodiversité des milieux forestiers
- Réservoir de biodiversité des milieux ouverts / cultivés (prairies, landes, vergers)
- Réservoir de biodiversité zones humides
- Réservoir de biodiversité milieux aquatiques
- Corridor aquatique privilégié (cours d'eau classés I)
- Continuités répondant à l'enjeu inter-massifs identifiées dans le SCOT
- Coupures vertes aux enjeux écologiques et paysagers

Extrait de l'EIE du PLU.

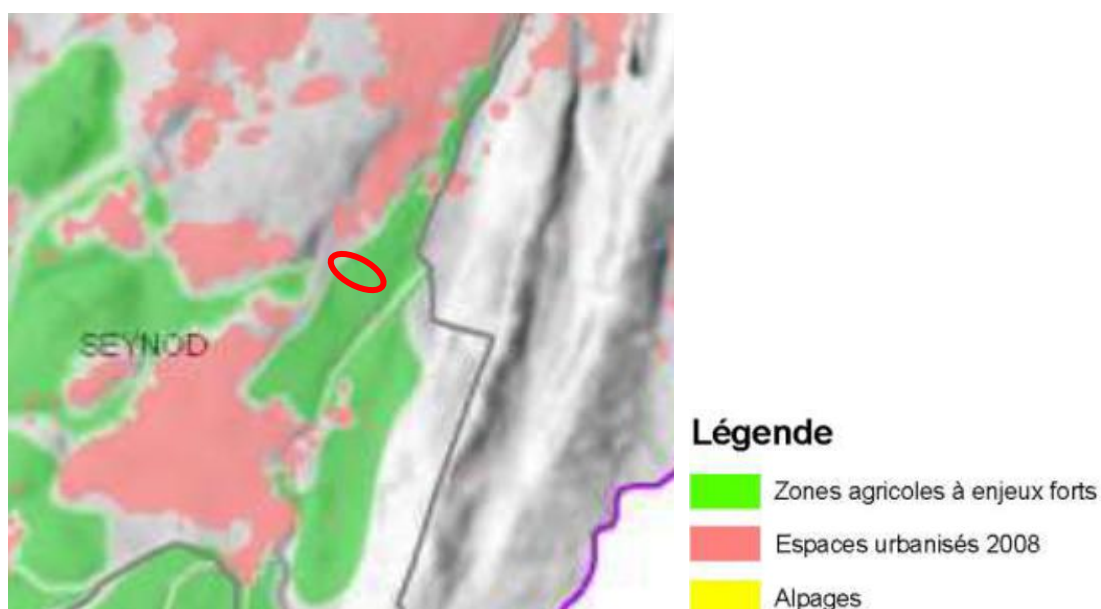
Au regard de la présence historique du champ de tir, cet espace n'est pas concerné par le corridor. Le déplacement des espèces est localisé plus au Nord du site, à l'appui des boisements existants, les espèces ayant toujours tendance à privilégier les espaces boisés à proximité directe lors de leurs déplacements. L'extension du secteur dédié au centre de tir, sur la petite encoche située au sein de la zone boisée en continuité du site existant, ne viendra pas mettre en péril les logiques de déplacement des espèces, qui empruntent le boisement par confort et sécurité.



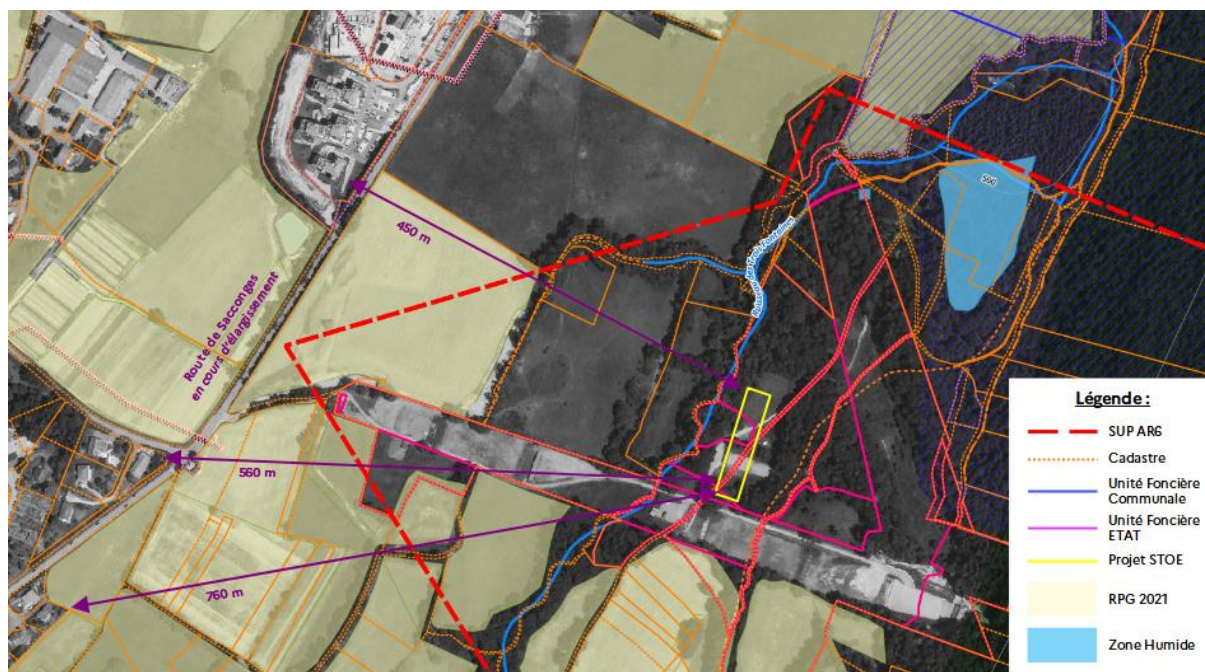
Rappel du secteur existant et du secteur de projet.

Par ailleurs, en matière d'agriculture, il est situé dans un espace à enjeux forts. Cependant, le champ de tir actuel est existant depuis 1902, et l'activité agricole est présente autour du site concerné, comme on peut le voir sur l'extrait de la photo aérienne.

Le site du projet nécessaire à l'accueil du STOE n'est pas situé sur un secteur exploité par l'agriculture, le terrain étant de faible surface, bordé par des boisements et le champ de tir actuel. Il est actuellement entretenu par le 27^e BCA, et ne participe pas à l'activité agricole du secteur.



Extrait du DOO du SCOT.

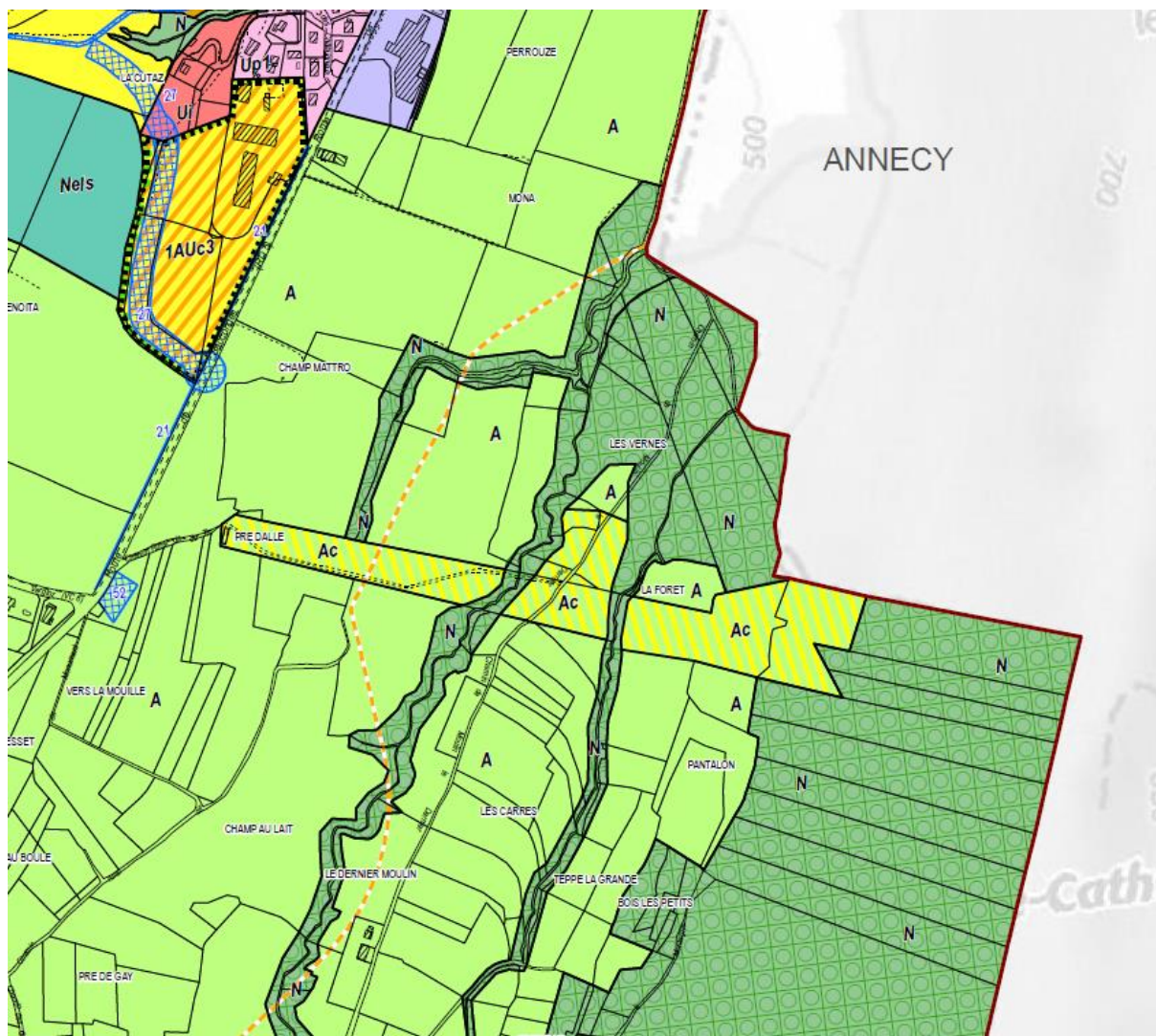


Rappel du secteur existant et du secteur de projet.

► Le PLU de Seynod

Comme vu précédemment, le territoire de la commune déléguée de Seynod est couvert par un Plan Local d'Urbanisme qui a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2016, et modifié le 28 juin 2018.

Sur le site du projet, le dispositif réglementaire est le suivant :



ZONES NATURELLES

A	Zone agricole
Ac	Secteur de gestion du champ de tir
N	Zone naturelle
Ne	Secteur de gestion des espaces à vocation dominante de loisirs et de détente
Nels	Secteur de gestion des espaces à vocation dominante de loisirs et de sports
Nh	Secteur de protection de zone humide

Extrait du règlement graphique du PLU.

Le champ de tir existant bénéficie d'un classement au sein d'un secteur spécifique au sein de la zone agricole, à savoir le secteur Ac « Secteur de gestion du champ de tir ».

Ce secteur est soumis à la même réglementation que la zone agricole du PLU, mais autorise également les constructions et installations nécessaires à la gestion, l'entretien, la sécurisation et à la réduction des nuisances liées aux activités du champ de tir.

Le règlement écrit pour ce secteur est spécifiquement rédigé de la manière suivante :

1.2 Occupations et utilisations du sol admises sous conditions particulières

[....]

Uniquement dans le secteur Ac :

Les activités, constructions et installations sous réserve d'être nécessaires à la gestion, l'entretien ou à l'exploitation du champ de tir.

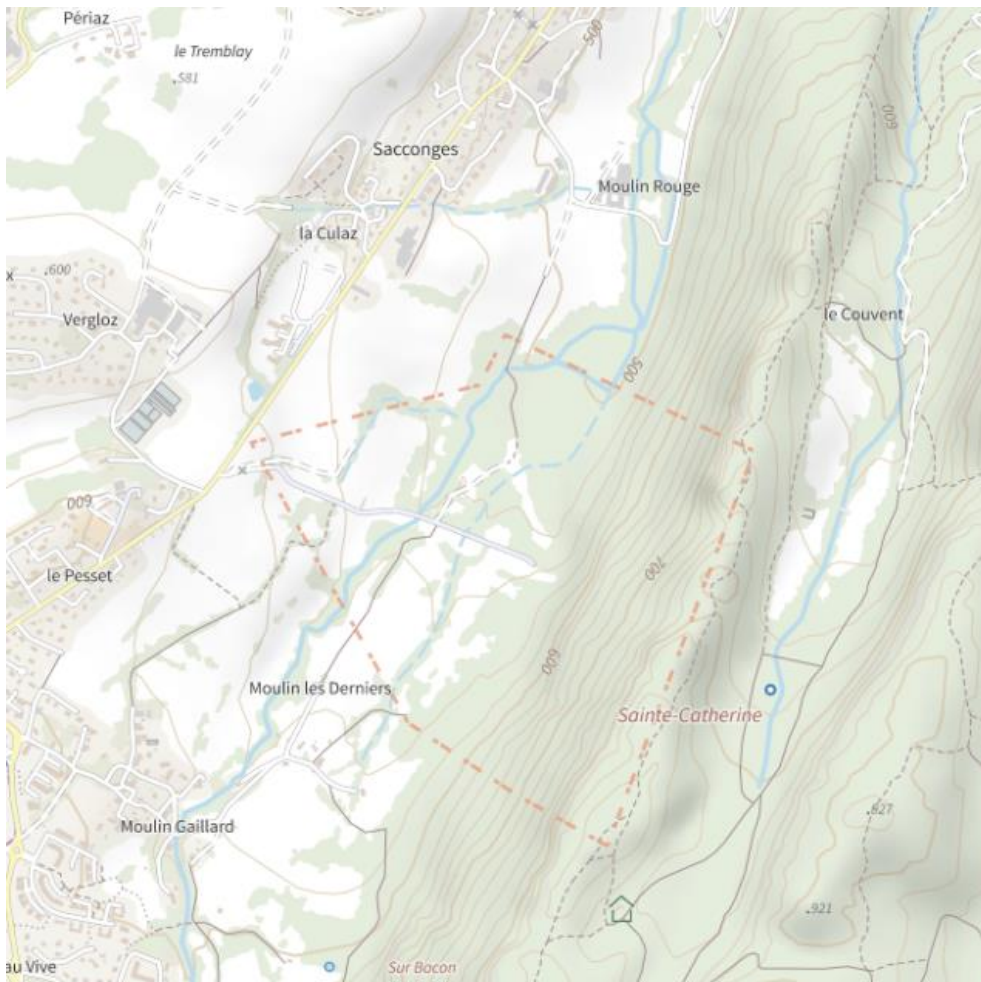
Les murs de soutènement, les exhaussements et les affouillements de sol sont autorisés à condition qu'ils soient nécessaires à la limitation des nuisances sonores induites par l'exploitation du site.

[....]

► La servitude d'utilité publique

Une servitude militaire relative au champ de tir concerne le secteur. Il s'agit de la servitude « champ de tir de Sacconges n AR6 740 268 01, lieu-dit « La Forêt, les Vernes » ».

Elle impose une interdiction de stationner et d'accéder à la propriété pendant l'exercice de tir. Les constructions (autres que nécessaires à l'exercice militaire) sont soumises au régime d'interdiction qui grève l'ensemble de la zone dangereuse.



Extrait du plan des servitudes d'utilité publique.

3- Conclusions sur l'intérêt général du projet

Le projet d'aménagement du stand de tir du 27^e BCA, sur le secteur de Sacconges, s'inscrit dans un objectif de réponse aux besoins en matière d'équipements publics de l'Etat.

Il permet en effet la mise en œuvre d'un stand de tir ouvert évolutif, nécessaire à l'entraînement et la préparation des troupes du 27^e BCA.

Ce nouvel ouvrage d'entraînement est indispensable pour préserver la capacité opérationnelle des Armées dans le cadre de sa mission d'intérêt général. De surcroît, il permettra, de par sa configuration (procédés constructifs, orientation, protections...), un accroissement du nombre de tireurs simultanément sur ce site unique en évitant ainsi d'élargir les plages d'utilisation d'ores et déjà arrêtées et rendues publiques ou d'aménager une nouvelle emprise dans les environs.

A ces titres, le projet d'aménagement du stand de tir du 27^e BCA, sur le secteur de Sacconges, présente un caractère d'intérêt général avéré.

4- La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU

Il s'agit d'une procédure engagée par la Préfecture de Haute-Savoie, conformément à l'article L300-6 du Code de l'Urbanisme.

La procédure de Déclaration de Projet (DP) s'appuyant sur l'intérêt général du projet envisagé entraîne la mise en compatibilité du document d'urbanisme en vigueur (en l'occurrence pour la commune de Seynod, le PLU) afin de permettre sa mise en œuvre.

Conformément à la procédure, le présent rapport explicatif expose le projet et s'accompagne d'un dossier de mise en compatibilité du PLU, afin de permettre la réalisation du projet visé qui nécessite la modification du dispositif réglementaire du PLU.

La Déclaration de Projet et la mise en compatibilité du PLU sont soumises à un examen conjoint par les Personnes Publiques Associées (PPA) à la démarche, qui expriment leur avis sur le dossier.

La mise en œuvre d'une Déclaration de Projet est également soumise au respect des modalités d'enquête publique telles que définies par les articles L123-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Au terme de l'enquête publique, le commissaire enquêteur rend son rapport et ses conclusions motivées.

Après modifications éventuelles du projet, tenant compte des observations du public, des avis émis par les PPA lors de la réunion d'examen conjoint, et des conclusions de l'enquête publique, l'Etat se prononce sur la Déclaration de Projet et procède à la mise en compatibilité du PLU, après avis de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, à savoir dans le cas présent le Grand Annecy.

Au regard des éléments de contexte, ainsi que de la présentation du projet exposée plus en détail ci-après, l'intérêt général de ce dernier est avéré, et justifie pleinement le recours à la Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme.

III. Rapport explicatif de la mise en compatibilité du PLU

1- La mise en compatibilité des pièces du PLU de Seynod

La mise en compatibilité du document d'urbanisme consiste à prendre en compte le projet dans les diverses pièces composant le dossier du PLU (cf. L.151-1 à L151-3 du Code de l'urbanisme), à savoir :

1. Le rapport de présentation
2. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)
3. Les règlements écrit et graphiques
4. Les annexes
5. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielles et patrimoniale.

L'analyse de la compatibilité du projet avec le PLU de Seynod porte sur l'ensemble des pièces du PLU.

► Le rapport de présentation

Le rapport de présentation sera complété de la présente notice de présentation, justifiant l'intérêt général du projet et exposant la mise en compatibilité du PLU.

La mise en compatibilité du PLU nécessite de compléter le rapport de présentation de la présente notice de présentation.

► Le PADD

Le PADD n'évolue pas. Le dispositif du PLU, qui met en œuvre le secteur Ac, est en cohérence avec ses dispositions.

► Le règlement écrit

Le règlement écrit est modifié pour le secteur Ac, afin de préciser la disposition réglementaire propre à ce secteur, et l'adapter pour sécuriser la mise en œuvre du projet.

Sont ainsi autorisés, seulement dans ce secteur, les activités, aménagements, constructions et installations sous réserve d'être strictement nécessaires au champ de tir, et liés notamment à sa gestion, son usage, son entretien ou son exploitation.

L'évolution du règlement est donc la suivante :

■ Uniquement dans le secteur Ac :

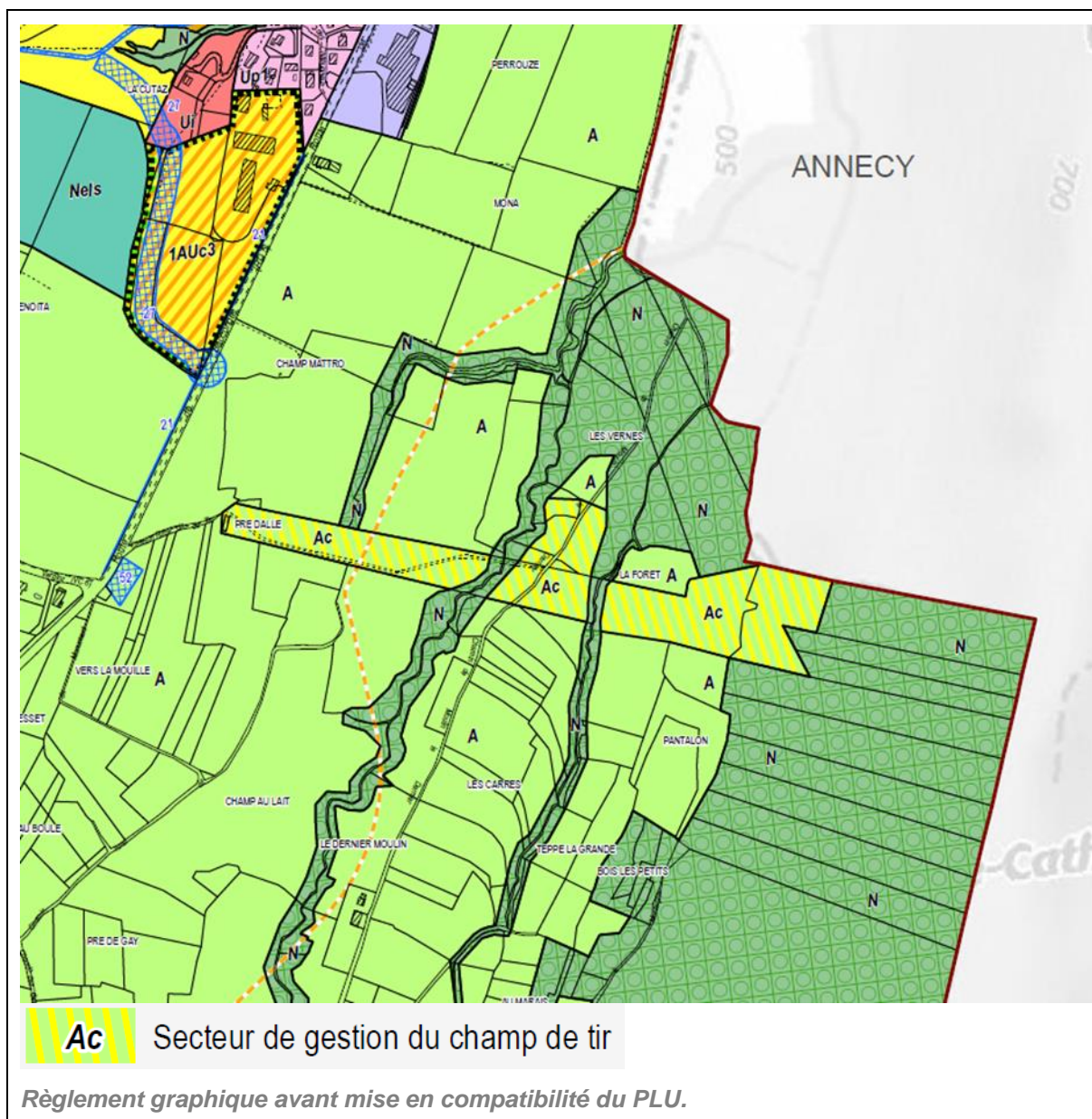
Les activités, aménagements, constructions, ~~et~~ installations, exhaussements et affouillements de sol, sous réserve d'être nécessaires au champ de tir, ~~et notamment ceux liés à sa la gestion, son usage, son l'entretien ou son à l'exploitation du champ de tir.~~

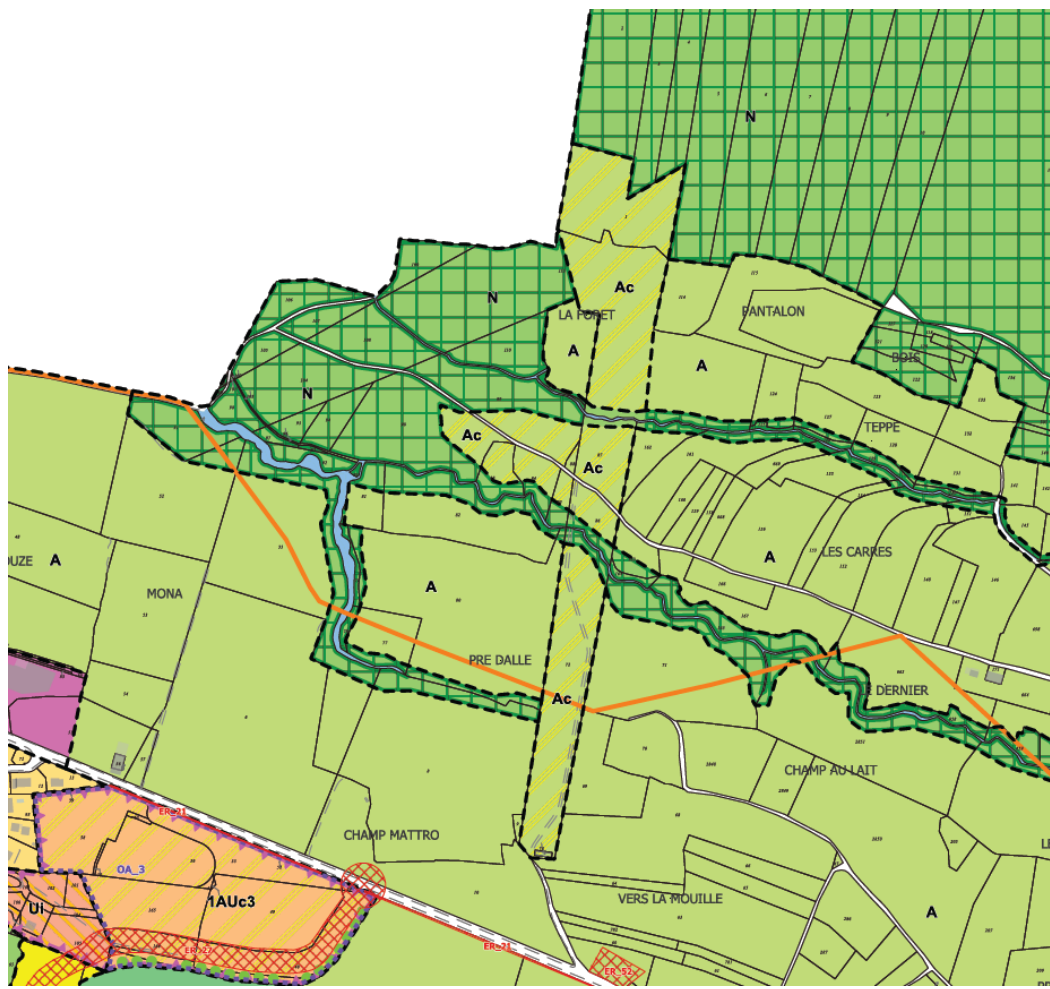
~~Les murs de soutènement, les exhaussements et les affouillements de sol sont autorisés à condition qu'ils soient nécessaires à la limitation des nuisances sonores induites par l'exploitation du site.~~

► Le règlement graphique

Le règlement graphique évolue afin d'étendre le secteur Ac sur la zone A, pour une partie des parcelles 0083, 0089 et 0090.

Il s'agit également de rectifier la dénomination de la légende du secteur Ac.





Ac Secteur dédié au champ de tir

Règlement graphique après mise en compatibilité du PLU (l'orientation de la carte a été modifiée).

Les surfaces évoluent de la manière suivante :

	Avant mise en compatibilité	Après mise en compatibilité
A	701,4069 ha	701,1405 ha
Ac	4,7415 ha	5,0079 ha

La surface du secteur Ac a été augmentée de 2664 m².

► Les orientations d'aménagement et de programmation

Les OAP n'évoluent pas, le secteur concerné par la mise en compatibilité n'étant pas concerné par une OAP, et le projet ne nécessitant pas la réalisation d'une OAP.

IV. Les informations environnementales

Les incidences présentées sont seulement celles issues de l'objet de la mise en compatibilité du PLU, et en aucun cas des dispositions du PLU en vigueur antérieurement validées et en vigueur aujourd'hui.

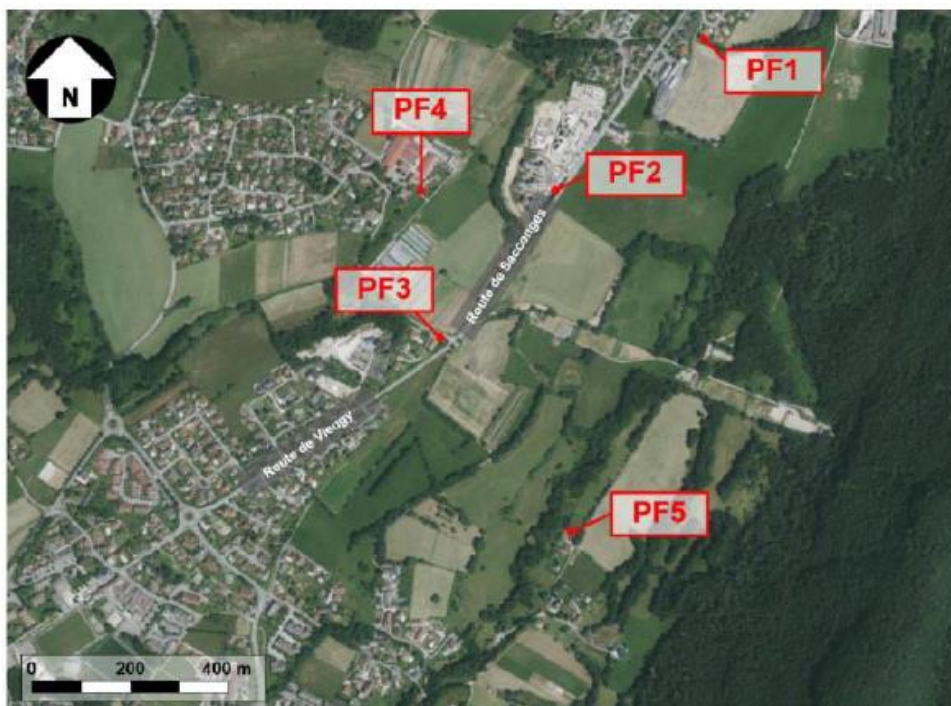
Tableau d'analyse des incidences environnementales pressenties.

Objet de la modification	Résumé de la justification	Incidences sur le patrimoine naturel		Incidences sur le paysage		Incidences sur l'eau		Incidences sur les sols et sous-sols
		Biodiversité	Dynamique écologique	Grand paysage	Paysage bâti	Quantité et qualité de la ressource	Gestion de la ressource	
Classement d'une partie des parcelles 0083, 0089 et 0090, initialement classées en zone A, en secteur Ac, dédié à la gestion du champ de tir. Légère évolution du règlement écrit concernant le secteur Ac.	Permettre l'installation d'un STOE (Stand de tir évolutif).	Pas d'incidence notable, le site n'étant pas concerné par un secteur à enjeu environnemental.	Pas d'incidence notable, le site n'étant pas situé dans un secteur contraint pour le déplacement des espèces, qui empruntent le boisement au Nord.	Pas d'incidence notable, le site étant caché derrière une végétation dense.	Pas d'incidence notable, le site étant caché derrière une végétation dense, et les constructions et installations mettent en œuvre des matériaux s'insérant dans leur environnement (bois notamment).	Pas d'incidence notable, le projet ne remet pas en cause la capacité d'accueil mise en œuvre par le PLU.	Pas d'incidence notable, le projet ne remet pas en cause la gestion de la ressource en eau telle que présentée dans le PLU.	Pas d'incidence notable, la grande majorité du sol restera perméable (stationnement, zone de foulée, accès).

Objet de la modification	Résumé de la justification	Incidences sur la qualité de l'air	Incidences sur l'énergie		Incidences sur les risques		Inciden-ces sur le bruit	Incidence s sur les déchets
			Ressources et consommation	Gaz à effet de serre	Risques naturels	Risques technologiques		
Classement d'une partie des parcelles 0083, 0089 et 0090, initialement classées en zone A, en secteur Ac, dédié à la gestion du champ de tir. Légère évolution du règlement écrit concernant le secteur Ac.	Permettre l'installation d'un STOE (Stand de tir évolutif).	Pas d'incidence notable à l'échelle de la commune.	non, car le projet ne remet pas en cause la capacité d'accueil prévue initialement par le PLU.	non, car le projet ne remet pas en cause la capacité d'accueil prévue initialement par le PLU.	Pas d'incidence notable, le projet étant situé hors zone de risques naturels forts, et ne prévoyant pas d'imperméabilisation massive des sols.	Pas d'incidence notable, le projet et le site n'ayant pas de lien avec les installations dangereuses recensées sur la commune.	Voir paragraphe détaillé ci-après.	Pas d'incidence notable.

Incidences sur le bruit :

Dans le cadre de la mise en œuvre du STOE, une étude acoustique a été menée sur le site du champ de tir de Sacconges. 5 points de mesures ont été définis (nommés PF1 à PF5) afin d'évaluer l'impact du projet dans son environnement.



Localisation des points de mesure.

Le tableau ci-après synthétise les résultats de l'étude :

- Première colonne de mesures : bruit mesuré au cours d'une séance de tir réelle (toutes distances) ;
- Deuxième colonne de mesures : bruit estimé par modélisation du bureau d'études pour un tir réalisé à 15m dans le futur STOÉ (avec modélisation de la future structure et de ses effets sur la propagation acoustique) ;
- Troisième colonne de mesures : bruit estimé par modélisation du bureau d'études pour un tir réalisé à 100m dans le futur STOÉ (avec modélisation de la future structure et de ses effets sur la propagation acoustique).

La modélisation montre une atténuation du bruit dans le futur sur les points PF1 et PF4 mais une augmentation légère sur les points PF3 et PF5. Le point PF2 n'a pas pu être interprété, le bruit du trafic routier étant nettement supérieur aux bruits issus du tir.

Points	Bruit mesuré pendant les tirs	Bruit ambiant calculé Tir 15 m	Bruit ambiant calculé Tir 100 m
PF1	66,0	64,0	66,5
PF2	-	65,0	72,5
PF3	66,0	70,0	71,5
PF4	68,5	64,5	64,5
PF5	67,0	72,5	74,5

Tableau de synthèse des résultats. Mesuré = réel actuel, calculé = modélisation STOÉ

Augmenter le niveau sonore de :	C'est multiplier l'énergie sonore par :	C'est faire varier l'impression sonore :
3 dB(A)	x2	Très légèrement : on fait difficilement la différence entre deux lieux où le niveau diffère de 3 dB(A).
5 dB(A)	x3	Nettement : on ressent une aggravation ou on constate une amélioration lorsque le bruit augmente ou diminue de 5 dB(A).
10 dB(A)	x10	De manière expérimentale, il a été montré que la sensation de doublement du niveau sonore est obtenue pour un accroissement de 10 dB(A)

Impression sonore